



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

LES PROCÉDURES COLLECTIVES RÉVÉLATRICES DES LIMITES DE LA PROPRIÉTÉ ?

JULIEN THÉRON

Référence de publication : Revue des procédures collectives n° 6, Novembre 2017, dossier 14

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

LES PROCÉDURES COLLECTIVES RÉVÉLATRICES DES LIMITES DE LA PROPRIÉTÉ ?

1. Par nature la propriété semble inconciliable avec le droit des entreprises en difficulté. Classiquement définie comme le droit réel de disposer et de jouir de la manière la plus absolue, elle ne semble avoir qu'un destin : servir les intérêts du propriétaire. Le droit des entreprises en difficulté a pour finalité, quant à lui, de tenter de sauvegarder autant que possible l'intérêt de l'activité, des salariés et des créanciers atteints par les difficultés de l'entreprise. L'intérêt du débiteur, même s'il a été réhabilité par la loi du 26 juillet 2005 n'est pas le premier pris en considération. Pour atteindre la finalité de sauvetage ou de désintéressement des créanciers, il est difficilement concevable de laisser le débiteur seul maître absolu des biens de l'entreprise lui appartenant... Pour avoir un droit des entreprises en difficulté efficace, il importe nécessairement de limiter, voire d'anéantir certaines de ses prérogatives. À ce titre, l'entrepreneur connaît une multitude de limitations à son droit de propriété. En période d'observation il ne peut qu'accomplir des actes de gestion courante sur ses biens. Et, encore faudra-t-il même pour ces derniers vérifier qu'il n'est pas – en redressement judiciaire – représenté par l'administrateur. Son droit de disposer n'est donc plus libre, comme le présuppose la définition de la propriété. En liquidation judiciaire il est dessaisi... Ici encore l'atteinte à son droit de propriété est manifeste. Mais la brèche portée à son dominium est encore plus importante en matière de cession d'entreprise ou de réalisation de ses biens au cours de la liquidation judiciaire. Ici, il est purement et simplement exproprié, pour cause d'utilité entrepreneuriale^{Note 2} dans le premier cas, pour cause d'utilité privé de ses créanciers dans le second. Il n'y a là que des illustrations, les inaliénabilités qui peuvent être imposées tant dans le cadre d'un plan que d'une cession d'entreprise constituent également des atteintes à liberté de disposer qui en principe appartient au propriétaire.
2. Mais la propriété du débiteur n'est pas la seule à être atteinte par le droit des entreprises en difficulté. Certains créanciers propriétaires sont tenus de respecter une procédure particulière dans un temps particulier pour revendiquer leur bien, tandis que les créanciers qui n'avaient pas déclaré sous l'empire de la loi du 25 janvier 1985 voient leur créance éteinte...
3. Comment appréhender toutes ces limites portées à un des droits les plus sacrés de notre arsenal juridique ? Il est possible de procéder en deux temps. D'abord le réalisme oblige à considérer que ces contraintes apportées aux prérogatives du propriétaire sont inéluctables. Elles sont nécessaires à l'efficacité du droit des entreprises en difficulté. Sans doute est-ce la raison pour laquelle la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel valident ces atteintes au droit fondamental de propriété.

Pour autant dès lors que l'on admet que les prérogatives du propriétaire peuvent être contraintes, il est tentant d'en déduire que son droit sur la chose n'est pas absolu. De là à affirmer que le droit de propriété n'est jamais absolu il n'y a qu'un pas. La contestation ensuite conduit à refuser l'idée d'une propriété non absolue. Ce constat n'est pas inéluctable. Il ne s'impose que pour autant que l'on considère que la propriété est un droit réel. Si l'on dépasse cette vision, que l'on admet qu'elle n'est qu'un rapport d'exclusivité, la propriété ne peut jamais être atteinte en tant que telle. C'est une faculté inhérente à l'homme comme celle, de respirer, de penser... La propriété ne peut qu'être absolue. Simplement pour limiter les prérogatives du propriétaire le droit vient affecter le bien assiette de la propriété. Le pouvoir n'est pas affecté, son objet l'est.

4. En somme, si dans un premier temps ces limites portées aux prérogatives du propriétaire apparaissent inéluctables (1) , dans un second temps elles conduisent à révéler la véritable nature de la propriété (2) .

1. Des limites inéluctables au pouvoir du propriétaire

5. En premier lieu, il importe de souligner que les limites posées par le droit des entreprises en difficulté sont inéluctables. Sans doute est-ce la raison pour laquelle sans surprise dans la majorité des cas la Cour de cassation, dans le cadre de son contrôle de conventionnalité ou dans l'examen de questions prioritaires de constitutionnalité, estime l'atteinte consommée, mais justifiée. Il en va de même pour le Conseil constitutionnel lorsqu'il vérifie la conformité de certaines dispositions aux articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Pour autant, aussi légitimes soient-elles, ces atteintes conduisent à s'interroger sur la nature de la propriété. Dans la mesure où des limites existent, qu'elles sont légitimées par les gardiens de ce droit fondamental, peut-on encore considérer que la propriété est le droit réel de jouir et de disposer de la manière la plus absolue ?
6. Ainsi, s'il faut tout d'abord admettre le caractère légitime de ces limites (A) , il n'en demeure pas moins qu'en toute rigueur il importe ensuite de se demander si elles ne remettent pas en cause la nature absolue de la propriété (B) .

A. - La légitimité des limites

7. Parce que le droit des entreprises en difficulté doit permettre de sauver les entreprises ou a minima de désintéresser les créanciers, il n'est pas envisageable de laisser l'entrepreneur seul maître de ses biens. Il est contrôlé, voire dessaisi ou contraint. Dans d'autres circonstances ce sont les droits des créanciers qui sont atteints. Dans la mesure où il s'agit de poursuivre un intérêt général la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel justifient ces différentes atteintes par la nécessité de satisfaire l'intérêt général sans que l'atteinte au droit de propriété paraisse disproportionnée.
8. En matière de liquidation, le dessaisissement a ainsi été considéré comme conforme à la Constitution^{Note 3}. Tout au plus, à l'instar de la Cour européenne des droits de l'homme^{Note 4}, la Cour de cassation a considéré que ce mécanisme porte atteinte au 1er protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme et du citoyen^{Note 5} lorsque la durée de la procédure est excessive. On aurait pu s'attendre à ce que les tribunaux soient contraints de clôturer lorsque la procédure est trop longue et porte une atteinte qui n'est alors plus justifiée. Pourtant tel n'est pas le cas. Dès lors qu'il reste des actifs à céder, cette atteinte à l'un des droits les plus fondamentaux ne justifie pas à elle seule la clôture de la procédure^{Note 6}. Le Conseil constitutionnel a, quant à lui, validé les articles L. 631-19-1^{Note 7} et L. 631-19-2^{Note 8} du Code de commerce permettant au tribunal d'ordonner la cession forcée de droits sociaux. Ici, il s'agit ni plus ni moins d'expropriations qui sont justifiées par la nécessité du redressement de l'entreprise.
9. Quant aux atteintes que peuvent subir les tiers dans leur droit de propriété, elles passent au filtre du contrôle de conventionnalité exercé par la Cour de cassation en ce qui concerne les restrictions opposées aux créanciers propriétaires dans le cadre de leur faculté de revendication^{Note 9}. Ici encore, l'atteinte au droit de propriété existe mais n'apparaît pas disproportionnée à l'objectif d'intérêt général poursuivi. Il en est de même pour le dispositif de la loi du 25 janvier 1985 sanctionnant d'extinction les créances non déclarées^{Note 10}... Ici, la Cour de cassation précise que l'extinction de la créance non déclarée sanctionne la défaillance du créancier ne se soumettant pas à la discipline collective instaurée en vue de la connaissance rapide du passif du débiteur, laquelle répond à un motif d'intérêt général, sans porter une atteinte disproportionnée à l'objectif ainsi poursuivi. Si dans toutes ces hypothèses les atteintes au droit de propriété sont apparues légitimes, tel ne fut pas le cas de l'article L. 624-6 du Code de commerce. Il a été censuré par le Conseil constitutionnel^{Note 11}. Cet article permettait au mandataire ou à l'administrateur de ramener à la procédure les actifs appartenant au conjoint du débiteur dès lors qu'ils ont été acquis avec des

valeurs fournies par ce dernier. L'atteinte au droit de propriété était ici trop importante compte tenu de l'absence de disposition suffisante pour encadrer cette véritable expropriation.

B. - La remise en cause de la nature absolue de la propriété

10. L'existence de limites, même légitimes, posées aux prérogatives de propriétaire conduit inéluctablement à remettre en cause la nature absolue de la propriété. L'absoluité se définit comme ce qui ne comporte ni restriction, ni réserve... Aussi, dans le domaine du droit des entreprises en difficulté, comme dans d'autres domaines, l'existence de restrictions à la liberté du propriétaire conduit à écarter le caractère absolu de la propriété. Ce qui comporte des limites n'est pas absolu...
11. À l'évidence une telle assertion est gênante tant la propriété absolue, inviolable et sacrée constitue un paradigme essentiel au système juridique français. Sans doute est-ce une raison pour laquelle la Cour de cassation ou le Conseil constitutionnel ont tendance à amoindrir les atteintes portées à la propriété. Il est ainsi notable qu'au travers des décisions étudiées, quasi systématiquement la Cour de cassation ou le Conseil constitutionnel prennent soin de préciser que la disposition validée n'a ni pour objet, ni pour effet d'entraîner la privation du droit de propriété au sens de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Il n'y a qu'une atteinte au sens de l'article 2... Une telle assertion a été avancée à propos de l'article L. 631-19-1 du Code de commerce^{Note 12} alors qu'il s'agit tout de même d'une cession forcée de droits sociaux. Il est difficile de ne pas voir là une privation de propriété pour l'exproprié^{Note 13}... Dans le même sens, il est difficile de considérer que le créancier dont la créance était éteinte faute de déclaration sous l'empire de la loi de 1985 ne se voyait pas purement et simplement privé de son bien^{Note 14}... Pour autant quand bien même il n'y a qu'une limite portée à l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme, il s'agit tout de même de restrictions à la propriété. L'atteinte à l'absoluité du propriétaire reste consommée...
12. Le droit des entreprises en difficulté est-il le seul à restreindre les prérogatives du propriétaire ? À l'évidence il importe de répondre par la négative. La propriété immobilière par exemple est pétrie de contraintes d'urbanisme. Quant à la propriété mobilière, il est rare de se trouver dans une situation dans laquelle le propriétaire a un droit sur la chose lui permettant de jouir et de disposer de manière absolue. Les contraintes portées à son pouvoir sont systématiques. Elles résultent soit de la nature de la chose, soit de sa réglementation juridique. Nul n'est jamais véritablement titulaire d'un droit sur une chose qui lui permette d'en jouir et d'en disposer de la manière la plus absolue.

Et si tel est le cas, il est toujours possible qu'une loi ou un règlement vienne le limiter. Le constat de l'inexistence d'un droit de propriété absolu n'est guère rassurant. Il implique que la loi puisse à sa guise venir porter atteinte à la relation qui unit un propriétaire à sa chose. Mais ce constat n'est pas inéluctable. Il ne s'impose que dans la mesure où l'on assigne à la propriété la nature et la structure d'un droit réel conférant le droit de jouir, de tirer les fruits et de disposer de la manière la plus absolue. Or, la propriété n'est pas nécessairement réductible à un droit réel. Il existe une autre conception, alternative, de la propriété.

2. Des limites révélatrices de la nature de la propriété

13. En second lieu, partant du constat de l'existence de limites portées aux prérogatives des propriétaires, il n'existe qu'une alternative : soit la propriété absolue n'est qu'un mythe, soit elle est d'une nature autre que celle qui est généralement présentée. Nier l'existence de la propriété serait vain. Quiconque, depuis son plus jeune âge, connaît le sentiment d'être propriétaire. Mais la propriété est d'une nature autre que celle qui est présentée depuis Bartole. Il ne s'agit pas d'un concept très élaboré, mais juste de la faculté de prendre une chose et d'affirmer : *meum esse*, c'est à moi ! La propriété n'est que cela, une faculté d'exclure les autres de sa chose (A) . Cette conception de la propriété permet alors d'appréhender le mécanisme par lequel le droit positif va venir limiter les prérogatives du propriétaire sans porter atteinte à la substance de la propriété, à son absolutité (B) .

A. - La propriété, simple rapport d'exclusivité

14. Tout d'abord, il s'agit d'affirmer que la propriété est un simple rapport d'exclusivité^{Note 15}. Il n'y a pas là une conception nouvelle puisqu'il s'agit de celle qui était empruntée par les romains. À Rome, le *dominium* n'était pas un droit mais une puissance attachée à la personne s'exerçant sur toutes les formes de biens. La naissance du concept de propriété en droit romain en témoigne. La notion de propriété a été édifiée à partir de la possession. Or, la possession est indéniablement un pouvoir de fait. Plus précisément c'est la mise en place d'une protection judiciaire des biens contre le vol et la dépossession qui a provoqué la conceptualisation de l'appartenance. Ainsi, lorsqu'un propriétaire revendiquait son bien en justice, il affirmait simplement qu'il était sien : *meum esse*. La maîtrise de la chose est progressivement passée du domaine du fait au domaine juridique. Mais,

même entrée dans le domaine juridique, la propriété n'était rien d'autre qu'une « puissance exercée par son titulaire » sur sa chose. Elle ne faisait l'objet d'aucune autre définition. Les textes faisaient référence au dominium, ceux-ci le qualifiaient de puissance. L'expression *plena in re potestas* servait à désigner la souveraineté du propriétaire sur son bien. La propriété n'était qu'une puissance de fait sur la chose, juridiquement protégée, mais nullement un droit patrimonial.

15. C'est par une erreur d'interprétation des romanistes médiévaux que le dominium va être assimilé à un droit réel à l'époque médiévale. Avant la redécouverte du droit romain, c'est le droit germanique qui l'avait emporté. Or, selon cette conception, la propriété *jus excluendi* n'existait pas. Il n'y avait que des rapports de concédants à concessionnaires. Une terre était en quelque sorte détenue par un concédant et une multitude de concessionnaires ayant la jouissance d'utilités diverses de la terre... Puis lorsque l'on a redécouvert les compilations justiniennes et la notion de propriété romaine (*jus excluendi*), au lieu de se dire que ce système était profondément différent de celui qui était en application, les glossateurs et post-glossateurs ont voulu l'adapter. Le problème était qu'il n'était pas possible d'identifier un propriétaire ayant vraiment *plena in re potestas*. Pour bien faire, il aurait fallu considérer que le concédant était propriétaire et les concessionnaires titulaires de droits réels sur la chose d'autrui. Mais cela n'a pas été fait, on a considéré que la propriété était la somme de tous ces droits sur la chose. On a considéré que chacun concédant et concessionnaires étaient titulaires d'un droit réel sur la chose, et que la somme de tous ces droits formait la propriété. C'est ainsi que le dominium a été transformé en une somme de tous les autres droits réels...
16. Dès lors, si l'assimilation de la propriété à un droit réel résulte de la volonté d'adapter le concept romain aux institutions féodales, et si l'on considère que le Code civil a abandonné la conception féodale de la propriété, force est de se démarquer de la conception classique du droit de propriété. Le concept de propriété révolutionnaire consacré par le Code civil, purgé des déformations imputées aux romanistes, n'est pas un droit réel. Il s'agit d'une notion fondamentale du droit exprimant le rapport privatif par lequel une personne fait sienne un bien ou un droit. Le propriétaire est celui qui a le pouvoir de soustraire une chose à la communauté et d'interdire à autrui d'établir une relation avec elle. Une fois la nature de la propriété appréhendée, il est aisé de comprendre comment les limites posées aux prérogatives du propriétaire ne portent pas atteinte à son absoluté.

B. - Le propriétaire limité par le statut de son bien

17. La propriété n'étant pas un droit réel, il n'en a pas la structure interne. Le propriétaire a toutes les utilités que lui permet la chose. Le propriétaire est donc limité par les aptitudes de la chose. Plus la chose aura d'utilités, et plus ses prérogatives seront importantes. Inversement, moins le bien en cause a d'utilités, moins le propriétaire aura d'utilités. La puissance du propriétaire se modèle nécessairement à la structure du bien qui en est l'objet. Si l'étendue des pouvoirs d'un propriétaire dépend de la nature de la chose, il ne faut pas non plus négliger le statut accordé par le droit objectif à celle-ci. En réglementant l'usage de certains biens, les pouvoirs de leurs propriétaires s'en trouvent par là même restreints. Mais il ne faut pas en déduire que la propriété est atteinte. Le rapport d'exclusivité sur la chose existe toujours. Simplement, le pouvoir de fait sur le bien est limité par l'utilisation de la chose qu'impose le droit objectif. D'ailleurs, le jour où la réglementation de la chose disparaît, alors le propriétaire retrouve toutes ses prérogatives.
18. Les biens constituant l'entreprise en sont un parfait exemple. Préalablement à l'ouverture d'une procédure judiciaire le propriétaire est parfaitement libre d'user de ses biens comme il l'entend. Une fois la procédure ouverte, les biens composant l'entreprise se voient appliquer un statut particulier. La structure juridique des biens de l'entreprise objet du dominium étant modifiée, les prérogatives de celui-ci s'en trouvent par incidence affectées. La qualification d'entreprise en sauvegarde ou en redressement impose à celui qui en a la propriété de prendre toutes les mesures nécessaires à son maintien en activité. C'est la raison pour laquelle pendant la période d'observation des contrôles peuvent lui être imposés. Il n'est plus libre de faire ce qu'il veut, il ne peut plus rien faire qui puisse nuire à la survie de l'universalité. Mais une fois les difficultés passées et la procédure clôturée – imaginons une sauvegarde clôturée faute de plan, ou un redressement clôt avec désintéressement des créanciers – le propriétaire/entrepreneur se retrouve libre de jouir et de disposer comme il l'entend.
19. Dans le cadre d'un redressement s'il se montre dans l'incapacité de sauver l'entreprise, qu'il ne présente pas de plan ou du moins pas de plan pertinent, ou encore si l'entreprise est dans une situation telle qu'une liquidation judiciaire est ouverte, la démonstration est faite de son inaptitude à user du bien selon la destination imposée par le droit objectif. Le bien que constitue l'entreprise devient incompatible avec son dominium. Tout comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique le juge peut alors se saisir du bien pour le confier à un cessionnaire qui sera plus à même de sauver l'entreprise. Il apparaît ainsi que lorsque l'entreprise est cédée ce n'est pas en exécution du gage des créanciers. Il ne s'agit pas d'une conséquence de l'effet dit « réel » de la

procédure. Il est à ce titre caractéristique que le choix du tribunal doive se porter non pas sur l'acquéreur qui verse le prix le plus important mais sur celui qui sera le plus à même de sauver l'activité et l'emploi. Afin de renforcer la thèse en vertu de laquelle, c'est la structure juridique d'entreprise en redressement qui permet au juge de la transférer sans le consentement du propriétaire, il faut rappeler, que même une fois cédée, l'entreprise conserve son statut juridique spécifique. Ce dernier justifie les diverses interdictions d'aliéner (C. com., art. L. 642-9 et L. 642-10) imposées au nouveau propriétaire. C'est lui qui impose au propriétaire, de tout mettre en œuvre pour la sauvegarde de son entreprise, et lui interdit de porter atteinte à son bien, comme il est interdit au propriétaire d'une espèce protégée de la détruire. Si le cessionnaire ne s'avère pas mériter cette charge, parce qu'il n'exécute pas ses engagements ce dernier sera résolu (C. com., art. L. 642-11 et L. 642-16). Son dominium s'avère de la sorte incompatible avec l'affectation des biens de l'entreprise.

20. La cession d'entreprise, même réalisée en phase liquidative, répondant aux mêmes fondements et au même but que celle réalisée en période de redressement, est opérée selon le même mécanisme. Il ne faut pas se limiter au fait que le législateur l'ait classé en période de liquidation. C'est un motif erroné qui a conduit à sa classification parmi les mesures liquidatives. Ce transfert n'intervient pas en exécution du droit de gage des créanciers, mais bien en conséquence de l'utilité sociale du bien. Pour preuve pour opter entre la cession d'entreprise ou une cession isolée des biens le tribunal ne désigner la modalité est susceptible de désintéresser au mieux ces derniers. La perspective de maintien de l'emploi de manière sérieuse l'emporte sur le désintéressement des créanciers. Le législateur a hiérarchisé les intérêts à prendre en considération...C'est le même mécanisme qui explique et justifie les cessions forcées pouvant être réalisées en application des articles L. 631-19-1 et L. 631-19-2 du Code de commerce.
21. Enfin à l'évidence, si le débiteur voit ses biens réalisés de manière isolée en période de liquidation judiciaire, c'est en raison de l'affectation de ces derniers par le droit de gage des créanciers.
22. Le seul moyen de limiter les prérogatives du propriétaire résulte ainsi pour le droit objectif à affecter le régime juridique de la chose. C'est ce qui peut aussi expliquer que l'article L. 624-6 du Code de commerce ait pu être invalidé. Dans la mesure où il n'est pas démontré que les biens de l'épouse n'ont été acquis que par fraude dans la perspective de faire échapper ces actifs au gage des créanciers du conjoint, il n'y avait aucune raison de les affecter à la sauvegarde, ou au redressement ou à la liquidation de ce dernier.

23. En revanche deux limitations des prérogatives de propriétaires ne semblent pas résulter de ce mécanisme. Il s'agit d'une part de l'extinction des créances non déclarées sous l'empire de la loi de 1985^{Note 16}, et d'autre part des contraintes imposées en matière de revendication au sein d'une procédure collective. Sur ce dernier point, on pourrait tout d'abord considérer que faute de revendication dans les temps, les biens en cause sont affectés à la sauvegarde, au redressement ou au règlement des créanciers du débiteur. Lorsque l'issue est la sauvegarde, le redressement ou une cession d'entreprise, ce mécanisme se justifie. Si le bien non revendiqué dans les temps fait partie de l'universalité, qu'il est nécessaire à la poursuite de l'activité, alors on peut comprendre qu'il soit affecté par le même régime que celui qui touche les biens du débiteur. En revanche, en cas de liquidation « sèche », une telle solution ne peut être admise. Les biens n'appartenant pas au débiteur ne peuvent être affectés au règlement de ses créanciers. Le seul moyen de légitimer qu'ils soient cédés avec les biens du débiteur consiste à considérer qu'il n'y a là qu'une application de l'article 2276 du Code civil. Faute d'avoir été revendiqués les biens en cause sont présumés être la propriété du débiteur. Ils peuvent alors être cédés. Mais cela implique deux incidences : d'une part qu'il est nécessaire que le liquidateur soit de bonne foi. Autrement dit, s'il sait pertinemment que le bien n'appartient pas au débiteur l'article 2276 ne devrait pas jouer. D'autre part, cela ne justifie nullement la brièveté du délai de revendication. Il est décidément bien difficile de le légitimer à l'aune du droit de propriété^{Note 17}... ▀

Notes de bas de page

Note 1 Intervention au colloque organisé le 13 octobre 2017 par le Centre de droit des affaires de l'université Toulouse 1 Capitole sur le thème « Propriété et procédures collectives ».

Note 2 A. Couret, *La cession de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective* : BJS 1986, p. 301, spéc. n° 64.

Note 3 Cass. com., 18 déc. 2012, n° 12-40.076 : JurisData n° 2012-029878 ; Act. proc. coll. 2013, alerte 20, obs. J. Vallansan.

Note 4 CEDH, 22 sept. 2011, n° 60983/09.

Note 5 Cass. com., 16 déc. 2014, n° 13-19.402 : JurisData n° 2014-031676.

Note 6 Cass. com., 16 déc. 2014, préc. note n° 5.

Note 7 *Cons. const.*, 7 oct. 2015, n° 2015-486 QPC : *JurisData* n° 2015-022142 ; *Act. proc. coll.* 2015, repère 278, note M.-H. Monsérié-Bon.

Note 8 *Cons. const.*, 5 déc. 2015, n° 2015-715 DC.

Note 9 *Cass. com.*, 1er avr. 2014, n° 13-13.574 : *JurisData* n° 2014-006602. Pour un refus de renvoi pour examen au regard de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (*Cass. com.*, 15 mars 2011, n° 10-40.073 : *JurisData* n° 2011-003900 ; *D.* 2011, p. 815, obs. A. Lienhard).

Note 10 *Cass. com.*, 22 mai 2013, n° 13-40.008 : *JurisData* n° 2010-013405 ; *Act. proc. coll.* 2013, alerte 132

Note 11 *Cons. const.*, 20 janv. 2012, n° 2011-212 QPC : *JurisData* n° 2012-000445.

Note 12 *Cons. const.*, 7 oct. 2015, n° 2015-486, QPC : *JurisData* n° 2015-022142.

Note 13 M.-H. Monsérié-Bon, *préc. note* n° 7.

Note 14 *Cass. com.*, 22 mai 2013, *préc. note* n° 10.

Note 15 Sur tous les éléments qui vont suivre et leurs références : J. Théron, *L'intervention du juge dans les transmissions de biens* : LGDJ, 2008, n° 274 et s.

Note 16 *Cass. com.*, 22 mai 2013, *préc. note* n° 10.

Note 17 D. Gantschnig, *comm. ss Cass. com.*, 7 mars 2017, n° 16-22.000 : *JurisData* n° 2017-004233 ; *Constitutions* 2017, p. 258.